

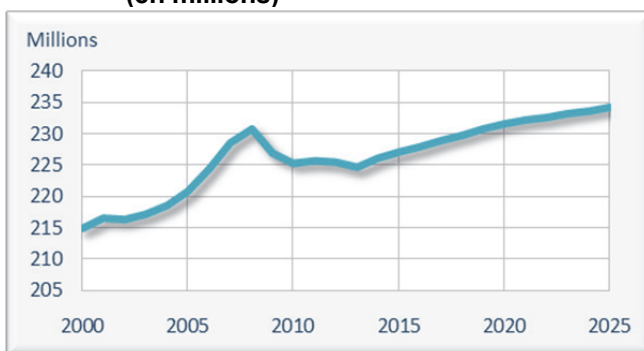
NOTE D'INFORMATION

Croissance de l'emploi en Europe: vers une reprise inégale

Les prévisions de l'offre et de la demande de compétences à l'horizon 2025 font état d'importantes disparités entre États membres

Bonne nouvelle! En 2020, l'emploi dans l'Union européenne (UE) devrait dépasser son niveau d'avant la crise de 2008 et, d'après les prévisions de l'offre et de la demande de compétences du Cedefop (voir encadré), il poursuivra sa croissance jusqu'en 2025 (fig. 1). Dans le même temps, l'UE devrait voir sa population active légèrement diminuer et vieillir, mais celle-ci sera mieux qualifiée et sa jeune génération sera la plus hautement qualifiée dans l'histoire de l'Europe.

Figure 1. **Évolution et projections de l'emploi, UE (en millions)**



Source: Prévisions du Cedefop sur les compétences (2015).

Au cours des dix prochaines années, il semble que l'offre et la demande de compétences seront fortement influencées par les taux de croissance économique (PIB), les effets de la crise économique qui a débuté en 2008 et les changements démographiques. Les variations entre États membres sont parfois considérables.

En conséquence, les taux prévus de croissance de l'emploi présentent des écarts importants entre pays, entre secteurs et entre profils de compétences professionnelles.

Perspectives de l'emploi

Après la crise économique de 2008, le PIB de l'UE a amorcé une reprise en 2010. La Commission européenne prévoit une croissance du PIB dans l'UE d'environ 1,7 % en 2015 et 2,1 % en 2016. Le chômage dans l'UE demeure élevé, de l'ordre de 11 % en 2013, contre 8 % en 2007. Mais les moyennes de l'UE cachent aussi de profondes disparités. Par exemple, en 2013, le taux de chômage était de 4,9 % en Autriche et 5,5 % en Allemagne, mais de 26,4 % en Espagne et 27,5 % en Grèce.

La croissance de l'emploi présente des disparités dans l'ensemble de l'UE. Par exemple, la Belgique, l'Allemagne, la France, l'Autriche, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni affichent déjà des taux d'emploi supérieurs à ceux d'avant le début de la crise en 2008. Des pays comme l'Italie, les Pays-Bas et la Slovaquie devraient retrouver leur taux d'emploi d'avant la crise d'ici à 2020. Mais des pays comme la République tchèque, la Grèce, l'Espagne, la Hongrie, le Portugal, la Roumanie et la Slovénie ne devraient pas y parvenir avant 2025.

Au cours des deux prochaines années, des pays comme la Pologne, la Slovaquie, la Suède et le

Encadré. **Prévisions de l'offre et de la demande de compétences: scénario du Cedefop**

Les prévisions de l'offre et de la demande de compétences établies par le Cedefop tiennent compte de l'évolution économique globale jusqu'en octobre 2014. Malgré des différences importantes entre pays, ces prévisions dans leur ensemble font état d'une modeste reprise économique qui accroîtra progressivement la confiance dans l'UE, ce qui entraînera un accroissement de l'investissement, des dépenses de consommation et des exportations. L'inflation reste faible, se maintenant dans la fourchette des objectifs et des taux d'intérêt prévus, en parallèle à une augmentation des recettes fiscales, qui aide les pouvoirs publics à réduire la dette.

Ces hypothèses reflètent les projections démographiques les plus récentes d'Eurostat (Europop 2013, publiées au printemps 2014) et les prévisions macro-économiques à court terme établies par la Commission européenne en novembre 2014.

Les dernières prévisions en date du Cedefop concernant l'offre et la demande de compétences à l'horizon 2025 couvrent les 28 États membres de l'UE, plus l'Islande, la Norvège et la Suisse. Les résultats sont régulièrement mis à jour et, de même que les principales hypothèses et les modifications méthodologiques, sont validés par les experts nationaux.

Les prévisions du Cedefop utilisent des données et des méthodologies harmonisées pour tous les pays étudiés, à des fins de comparaisons transnationales. Elles ne remplacent pas les prévisions nationales. Les données globales de l'emploi correspondent à celles des comptes nationaux. Les compétences sont définies en termes de plus haut niveau de qualification atteint par un individu, en fonction de trois grandes catégories: faible niveau de qualification (niveaux 1 et 2 de la CITE 97), niveau moyen (niveaux 3 et 4 de la CITE 97) et niveau élevé (niveaux 5 et 6 de la CITE 97).

Les prévisions pour chaque État membre et la base de données des prévisions sont disponibles à l'adresse suivante:

<http://www.cedefop.europa.eu/en/events-and-projects/projects/forecasting-skill-demand-and-supply/skills-forecasts-main-results>



Le Cedefop établit des prévisions régulières de l'offre et de la demande de compétences dans le cadre de l'initiative de la Commission européenne «Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux», conformément aux conclusions du Conseil de juin 2010.

<http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10841-2010-INIT/fr/pdf>

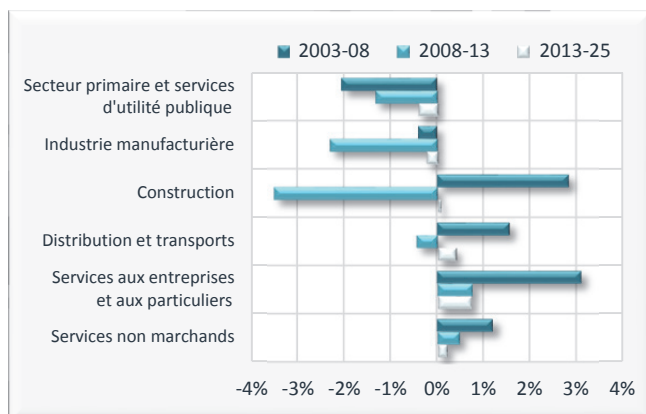
Royaume-Uni devraient voir leur PIB croître de quelque 2,5 %, voire plus. Mais la croissance du PIB n'est pas le seul déterminant des tendances de l'emploi. Par exemple, en Estonie, Lettonie et Lituanie, malgré une croissance économique annuelle d'au moins 3 % jusqu'en 2016, l'emploi demeurera au-dessous des niveaux d'avant la crise en raison des contraintes prévues dans l'offre de main-d'œuvre. En Allemagne, l'emploi devrait aussi reculer par rapport à son pic actuel pour la même raison, en dépit de prévisions de croissance économique entre 1 % et 2 %. À Malte, pays qui a relativement bien résisté à la crise, les quelque 3 % de croissance économique prévus ne devraient générer qu'une faible progression de l'emploi, dès lors que celui-ci a affiché une hausse après 2008 et est demeuré élevé. De même, en Pologne, la bonne croissance du PIB ne devrait avoir qu'un effet limité sur la croissance de l'emploi.

Tendances sectorielles

La plus grande part de la croissance globale de l'emploi jusqu'en 2025 dans l'UE se produira dans les services aux entreprises et aux particuliers, la distribution et les transports et les services non marchands (secteur public essentiellement) (fig. 2). Les pertes d'emploi se poursuivront dans le secteur primaire. Dans la construction, secteur qui a perdu le plus d'emplois entre 2008 et 2013, l'emploi devrait demeurer globalement stable jusqu'en 2025.

Les tendances de l'emploi varient au sein même des secteurs. Dans le secteur primaire, l'agriculture devrait continuer de perdre des emplois, mais la

Figure 2. **Tendances de l'emploi par secteur, taux annuel moyen de croissance, 2003-2025, UE (%)**



Source: Prévisions du Cedefop sur les compétences (2015).

production et la distribution d'énergie pourraient en gagner. Globalement, l'emploi est appelé à décliner dans l'industrie manufacturière, mais il devrait augmenter dans la production d'équipements d'optique et électroniques et de véhicules à moteur. Dans les services non marchands, la tendance est à la baisse dans l'administration publique, mais à la hausse dans l'éducation, la santé et les services sociaux.

Les services aux entreprises et aux particuliers tireront la croissance de l'emploi dans la plupart des pays. Font exception l'Espagne, Chypre, les Pays-Bas, la Pologne et la Roumanie, où la plus grande part de cette croissance est prévue dans la distribution et les transports, ainsi que la Grèce et l'Irlande, où elle l'est dans la construction. L'emploi dans les services non marchands devrait croître ou demeurer globalement stable dans tous les pays de l'UE, sauf en Espagne et au Portugal.

L'emploi dans la construction devrait augmenter au Danemark, en Irlande, en France, en Croatie, aux Pays-Bas, au Portugal, en Finlande et en Suède. Dans des pays comme la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche, l'emploi dans ce secteur a progressé entre 2008 et 2013, mais devrait décliner au cours des dix prochaines années. Une faible hausse de l'emploi est attendue dans l'industrie manufacturière, par exemple en Irlande, à Chypre, en Lettonie, en Pologne, en Slovaquie et en

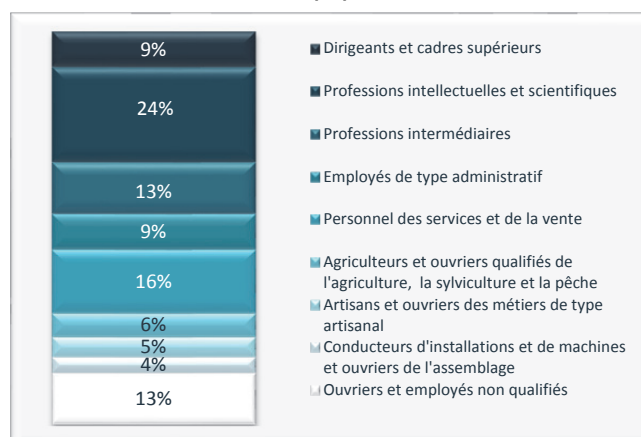
Finlande, ainsi que dans le secteur primaire en France, en Lituanie, à Malte et aux Pays-Bas.

Perspectives par groupe de professions et niveau de qualification

Les prévisions du Cedefop fournissent des éclairages sur les offres d'emploi jusqu'en 2025. Le total des offres d'emploi est la somme des emplois nouvellement créés (demande d'expansion) et des emplois découlant de la nécessité de remplacer les individus changeant de poste ou sortant du marché du travail, par exemple pour partir à la retraite (demande de remplacement). La demande de remplacement offre souvent davantage de possibilités d'emploi que la demande d'expansion; en d'autres termes, il y aura toujours des offres d'emploi même si les niveaux d'emploi globaux baissent. Dans l'ensemble, la demande de remplacement dans l'UE jusqu'en 2025 devrait générer neuf fois plus d'offres d'emploi que la demande d'expansion.

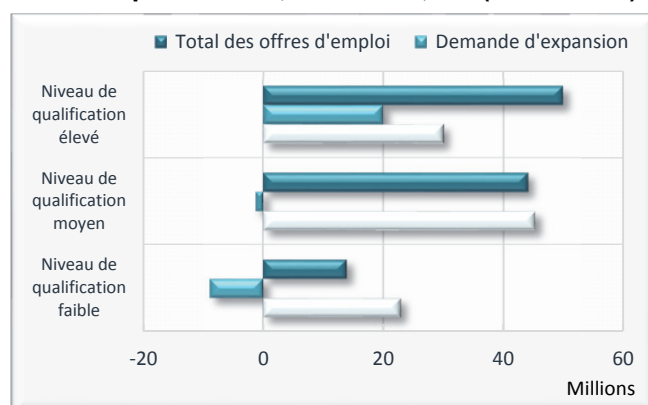
On estime que, jusqu'en 2025, la plupart des emplois proposés dans l'UE – environ 24 % – le seront dans les professions intellectuelles et scientifiques (emplois de haut niveau dans les sciences, l'ingénierie, les soins de santé, les affaires et l'éducation) (fig. 3). Viennent ensuite les services directs aux particuliers, le commerce et la

Figure 3. **Distribution de l'ensemble des offres d'emploi par groupe de professions, 2013-2025, UE (%)**



Source: Prévisions du Cedefop sur les compétences (2015).

Figure 4. Total des offres d'emploi par niveau de qualification, 2013-2025, UE (en millions)



Source: Prévisions des compétences du Cedefop (2015).

vente, avec environ 16 %, puis, avec quelque 13% pour chaque groupe, les professions intermédiaires (application de concepts, de processus et de réglementations dans l'ingénierie, les soins de santé, les affaires et le secteur public) et les professions élémentaires (emplois exigeant traditionnellement peu ou pas de qualifications).

Les types d'emplois proposés varient considérablement d'un pays à l'autre. Entre 2015 et 2025, la part des emplois qui seront proposés dans les professions intellectuelles et scientifiques est estimée à plus de 44 % au Luxembourg et à plus de 34 % au Danemark et en Pologne. En Espagne et en Suède, environ 26 % des offres d'emploi s'adresseront aux employés de type administratif.

À Malte et en Autriche, environ 20 % des emplois proposés concernent le personnel des services et de la vente. Une proportion similaire d'offres d'emploi est prévue dans les professions élémentaires en Bulgarie et à Chypre, dans les professions intermédiaires en République tchèque et en Slovaquie, dans les professions intellectuelles et scientifiques en Irlande et dans les fonctions de direction (directeurs généraux, cadres supérieurs et membres de l'exécutif et des corps législatifs) au Royaume-Uni.

Malgré le recul prévu de l'emploi dans le secteur primaire dans l'UE, dû à la forte demande de remplacement, la part des emplois destinés aux

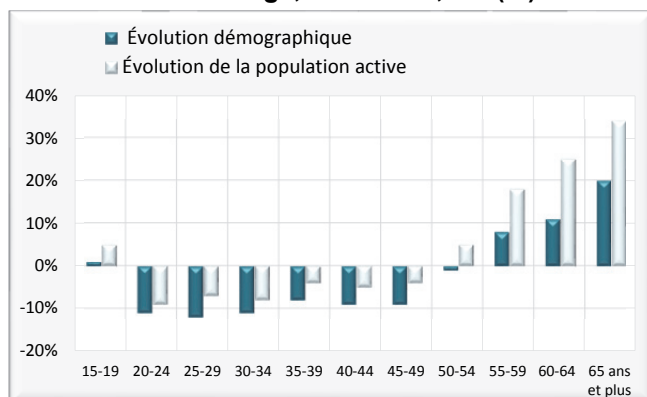
agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche est estimée à 47 % en Roumanie, 26 % au Portugal et 19 % en Grèce. Au cours des dix prochaines années, la part des offres d'emploi destinées aux conducteurs d'installations et de machines est estimée à environ 10 % en Pologne, 9 % en Estonie et 8 % en Hongrie, contre 4 % dans l'UE. Quant à la part des offres d'emploi destinées aux artisans et ouvriers des métiers de type artisanal, les estimations sont de l'ordre de 12 % en Estonie, Lettonie et Lituanie, et de 5 % en moyenne dans l'UE.

Jusqu'en 2025, on estime que la plupart des emplois proposés dans l'UE exigeront des qualifications de niveau élevé (fig. 4). La forte demande de remplacement se traduira par une importante proportion d'offres d'emploi exigeant des qualifications de niveau moyen et la plupart des individus dans l'UE continueront d'être employés à ce niveau.

Jusqu'en 2025, au moins la moitié des emplois proposés devraient exiger des qualifications de niveau élevé dans des pays tels que la Belgique, le Danemark, la République tchèque, la France, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, la Slovénie, la Slovaquie et la Suède. Dans les pays à forte demande de remplacement, comme la Bulgarie, l'Allemagne, l'Estonie, la Lettonie et la Hongrie, la moitié environ des emplois proposés devraient exiger des qualifications de niveau moyen.

En Grèce et en Espagne, la plupart des emplois proposés exigeront des qualifications de niveau élevé, mais dans l'un et l'autre pays, une part importante des offres d'emploi – environ 30 % et 25 % respectivement – s'adressera aux individus faiblement qualifiés. Au Portugal et en Roumanie, compte tenu de la forte demande de remplacement, une part importante des emplois proposés – 40 % environ – n'exigera qu'un faible niveau de qualification.

Figure 5. **Évolution de la population en âge de travailler et de la population active par tranche d'âge, 2013-2025, UE (%)**



Source: Prévisions du Cedefop sur les compétences (2015).

Tendances de la population active

Les tendances futures de l'offre de main-d'œuvre dépendent essentiellement de la démographie et de la taille de la population en âge de travailler (renvoyant dans ces prévisions aux individus âgés de 15 ans et plus), de la participation au marché du travail (individus en âge de travailler qui sont en emploi ou activement à la recherche d'un emploi) et de la rapidité d'acquisition de qualifications formelles.

Les projections démographiques les plus récentes d'Eurostat (Europop 2013) font état d'une baisse de la participation au marché du travail dans l'UE, qui, de 56,9 % en 2013, passera à 55,5 % d'ici à 2025. Seuls le Danemark, la Croatie, la Lettonie et la Roumanie devraient afficher une hausse de cette participation. Celle-ci devrait se maintenir au niveau ou au-dessus de la moyenne de l'UE en République tchèque, au Danemark, en Allemagne, en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal, en Roumanie, en Slovaquie, en Finlande et en Suède.

On assiste à un vieillissement de la population en âge de travailler dans l'UE (fig. 5). L'augmentation de population est concentrée parmi les personnes de plus de 55 ans et est particulièrement marquée dans des pays tels que l'Allemagne, l'Estonie, la

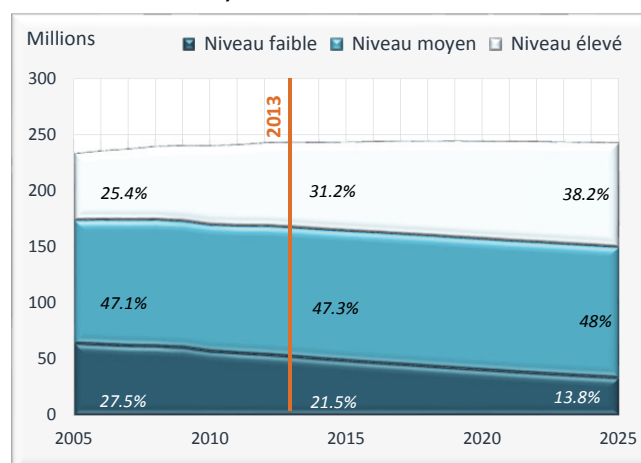
Grèce, l'Espagne, la Lettonie, la Lituanie, le Portugal et la Slovénie.

Malgré son vieillissement et sa légère diminution, la population active de l'UE devient plus hautement qualifiée (fig. 6).

La proportion d'actifs hautement qualifiés, qui était de 31,2 % en 2013, devrait atteindre environ 38 % en 2025. La proportion d'individus moyennement qualifiés est aussi appelée à augmenter légèrement pour atteindre environ 48 % en 2025, contre 47,3 % en 2013. Quant à la proportion de bas niveaux de qualification, qui était de 21,5 % en 2013, elle sera inférieure à 14 % en 2025.

La proportion d'actifs hautement qualifiés augmentera dans tous les États membres, sauf en Finlande où, de 39,2 % en 2013, elle passera à environ 37 % en 2025, ainsi qu'en Allemagne et au Royaume-Uni, où elle devrait demeurer stable, de l'ordre de 27 % et 49 % respectivement. Les prévisions concernant la proportion d'actifs faiblement qualifiés sont à la baisse dans tous les États membres, sauf en Estonie où, de 10,9 % en 2013, cette proportion devrait atteindre environ 13 % en 2025, ainsi qu'en Roumanie où, de 22 % en 2013, elle pourrait augmenter légèrement pour atteindre environ 23 % en 2025.

Figure 6. **Tendances de la population active par niveau de qualification, 2005-2025, EU (en millions)**



Source: Prévisions du Cedefop sur les compétences (2015).

D'après les prévisions du Cedefop, d'ici à 2020, quelque 46 % des 30-34 ans dans l'UE seront hautement qualifiés, ce qui est supérieur à l'objectif de référence de 40 % fixé à l'horizon 2020. Tous les États membres devraient atteindre cet objectif ou s'en approcher. En 2013, l'UE comptait 11,9 % de jeunes sortis du système d'éducation et de formation avec un faible niveau de qualification, ce qui est supérieur à l'objectif de ramener ce taux au-dessous de 10 % d'ici à 2020. Environ 18 États membres ont désormais atteint cet objectif.

Les différentes tendances de l'offre et de la demande de compétences mettent en lumière les divers défis de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) au sein des pays et des

secteurs. Les prévisions du Cedefop visent à éclairer le débat sur les moyens et la nécessité d'adapter l'EFP, au niveau européen et national, de sorte que la population active de l'Europe soit dotée des compétences qui lui permettront, le moment venu, de tirer parti des possibilités offertes par une reprise de la croissance économique.

Les notes d'information du Cedefop sont publiées en allemand, anglais, espagnol, français, grec, italien, polonais et portugais, ainsi que dans la langue du pays assurant la présidence de l'UE. Pour les recevoir régulièrement, abonnez-vous à l'adresse suivante:

<http://www.cedefop.europa.eu/user/register>



CEDEFOP

Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Note d'information – 9098 FR

Cat. No: TI-BB-15-003-FR-N

ISBN 978-92-896-1751-2, doi: 10.2801/441841

Copyright © Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2015

Tous droits réservés.

Les notes d'information sont publiées en allemand, anglais, espagnol, français, grec, italien, polonais et portugais, ainsi que dans la langue du pays assurant la Présidence de l'Union Européenne. Pour les recevoir régulièrement, envoyez-nous un courriel à l'adresse suivante: briefingnotes@cedefop.europa.eu

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

Boîte Postale 22427, 55102 Thessalonique, Grèce

Europe 123, 57001 Thessalonique, Grèce

Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020

Courriel: info@cedefop.europa.eu

visit our portal www.cedefop.europa.eu
